



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/11
13 juin 2017

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Soixante-dix-neuvième réunion
Bangkok, 3 – 7 juillet 2017

**RAPPORT PÉRIODIQUE D'ONU-ENVIRONNEMENT
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

1. Le présent document contient le rapport périodique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (ONU-Environnement), en date du 31 décembre 2016¹.
2. Ce document résume les progrès de la mise en oeuvre des projets pour l'année 2016 et de manière cumulative depuis 1991. Il contient un résumé de l'état de la mise en oeuvre de chacun des projets en cours² au niveau du pays, identifie les projets avec des retards de mise en oeuvre et l'impact potentiel sur l'élimination des substances réglementées ainsi que les projets contenant des questions en suspens à examiner par le Comité exécutif. L'Annexe I au présent document présente, pour chacun des projets en cours comportant des questions en suspens, un résumé de la situation et une recommandation aux fins d'examen par le Comité exécutif. Ce document contient aussi une recommandation.

Résumé des progrès de la mise en oeuvre des projets pour 2016 et récapitulatif

3. La mise en oeuvre des projets et activités menés par ONU-Environnement en 2016 et de manière cumulative depuis 1991 jusqu'au 31 décembre 2016, est résumée comme suit :
 - (a) **Élimination** : En 2016, zéro tonne PAO de consommation a été éliminée et l'élimination de 174,3 tonnes PAO de consommation de HCFC a été approuvée. Depuis 1991,

¹ Le rapport périodique est annexé au présent document. Les données ont été intégrées dans la base de données du rapport périodique global qui est disponible sur demande.

² Les projets en cours sont tous les projets approuvés qui étaient en cours de mise en oeuvre au 31 décembre 2016. Les indicateurs-clés de progrès incluent : le pourcentage des fonds décaissés et le pourcentage des projets qui ont commencé à décaisser des fonds; les fonds dont le décaissement est prévu d'ici la fin de l'année, en pourcentage des fonds approuvés; la durée moyenne du retard prévu dans la mise en oeuvre et les informations fournies dans la colonne Remarques de la base de données du rapport périodique.

1 551 tonnes PAO de consommation de SAO ont été éliminées sur un total prévu de 2 051 tonnes PAO dans les projets approuvés (excluant les projets annulés et transférés);

- (b) **Décaissements/approbations** : En 2016, 13,86 millions \$US ont été décaissés sur un décaissement prévu de 13,08 millions d'après le rapport périodique de 2015, ce qui correspond à un taux de décaissement de 106 pour cent par rapport au montant prévu. De manière cumulative, 232,28 millions \$US ont été décaissés sur un total de 283,62 millions \$US approuvé pour décaissement (excluant les frais d'agence); ce qui correspond à un taux de décaissement de 82 pour cent. En 2016, 21,01 millions \$US ont été approuvés pour la mise en oeuvre;
- (c) **Nombre de projets achevés** : En 2016, 65 projets ont été achevés. Depuis 1991, 1 634 projets ont été achevés sur les 2 075 projets approuvés (excluant les projets fermés ou transférés), ce qui correspond à un taux d'achèvement de 79 pour cent;
- (d) **Rapidité d'exécution – projets ne portant pas sur des investissements** : Les projets achevés en 2016 l'ont été en moyenne 49 mois après leur approbation. Depuis 1991, la durée moyenne d'exécution des projets ne portant pas sur des investissements a été de 36 mois après leur approbation. Les premiers décaissements pour ces projets ont été effectués en moyenne 10 mois après leur approbation;
- (e) **Préparation de projet** : Sur les 192 activités de préparation de projet approuvées jusqu'à la fin de 2016, 181 ont été achevées et 11 étaient toujours en cours. En 2016, six activités de préparation de projet ont été achevées;
- (f) **Retards dans la mise en oeuvre** : Il y avait un total de 429 projets ne portant pas sur des investissements en cours de mise en oeuvre à la fin de 2016. En moyenne, ces projets affichaient un retard de 14 mois. Toutefois, les projets classés comme "projets avec des retards de mise en oeuvre" qui font l'objet de procédures d'annulation sont au nombre de deux (puisque les projets pluriannuels ne sont pas soumis à ces procédures); et
- (g) **Accords pluriannuels (APA)** : En 2016, ONU-Environnement a mis en oeuvre deux APA pour les CFC ou les SAO et 113 APA pour des plans de gestion de l'élimination des HCFC. Depuis 1991, 185 APA ont été approuvés et 70 ont été achevés.

4. Une analyse du rapport périodique d'ONU-Environnement est incluse à l'Annexe II au présent document.

Progrès de la mise en oeuvre des projets en 2016

5. Le Secrétariat a examiné l'état de la mise en oeuvre des projets, pays par pays, en tenant compte des retards de mise en oeuvre par rapport aux dates d'achèvement prévues qui avaient été signalés en 2016; l'impact potentiel de ces retards sur l'élimination et le taux des décaissements prévus.

6. Sur les 279 projets en cours, excluant le renforcement des institutions et la préparation de projet, 164 projets ont reporté leurs dates d'achèvement prévues depuis le rapport périodique de 2015. Le Comité exécutif pourrait prendre note qu'ONU-Environnement fera rapport à la 80^e réunion sur deux projets avec des retards de mise en oeuvre³ dont l'un était déjà dans la catégorie des projets avec des retards de mise en oeuvre en 2015 (Annexe I au présent document).

³ Le Comité exécutif a défini les projets avec des retards dans la mise en oeuvre comme étant des projets approuvés depuis plus de 18 mois et avec un décaissement inférieur à un pour cent, ou des projets dont l'achèvement est encore attendu 12 mois après la date prévue dans le dernier rapport périodique (décision 22/61).

7. Durant l'examen du rapport périodique, le Secrétariat a eu plusieurs discussions avec ONU Environnement qui ont permis de résoudre des questions concernant les projets en cours. Toutefois, des questions n'ont pu être résolues pour un certain nombre de projets ou tranches d'accords pluriannuels pour l'élimination du bromure de méthyle et des HCFC, pour des projets de destruction des SAO résiduaire, la préparation d'enquêtes sur les solutions de remplacement des SAO et le renouvellement des projets de renforcement institutionnel, tel qu'indiqué à l'Annexe I au présent document. Pour chaque projet en cours, une brève description de l'état de la mise en œuvre et des questions en suspens est présentée et une recommandation proposée aux fins d'examen par le Comité exécutif.

Recommandation

7. Le Comité exécutif pourrait :

- (a) Prendre note :
 - (i) Du rapport périodique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (ONU-Environnement) au 31 décembre 2016, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/11;
 - (ii) Qu'ONU-Environnement fera rapport à la 80^e réunion sur deux projets avec des retards de mise en œuvre et sur 47 projets pour lesquels des rapports de situation supplémentaires sont recommandés, tel qu'indiqué à l'Annexe I au présent document;
- (b) Approuver les recommandations pour les projets en cours comportant des questions spécifiques, énoncées dans la dernière colonne du tableau contenu à l'Annexe I au présent document.

Annexe I

PROJETS EN COURS AVEC DES QUESTIONS EN SUSPENS DANS LE RAPPORT PÉRIODIQUE D'ONU-ENVIRONNEMENT

Pays	Titre du projet/Code du projet	Taux de décaissement (%)	État/Questions	Recommandation
Projets pour le bromure de méthyle				
Trinidad et Tobago	Assistance technique pour éliminer l'utilisation du bromure de méthyle (TRI/FUM/65/TAS/28)		Projet avec des retards de mise en oeuvre (12 mois de retard).	Demander à ONU-Environnement de faire rapport à la 80 ^e réunion sur ce projet avec des retards de mise en oeuvre.
Projets de destruction des SAO				
Népal	Destruction de SAO confisquées (NEP/DES/59/TAS/27)		Projet avec des retards de mise en oeuvre (12 mois de retard).	Demander à ONU-Environnement de faire rapport à la 80 ^e réunion sur ce projet avec des retards de mise en oeuvre.
Enquêtes sur des solutions de remplacement des SAO				
Afghanistan, Algérie, Antigua et Barbuda, Bahrein, Barbade, Burundi, Bénin, Bahamas, Burkina Faso, Brunei Darussalam, Belize, Cap-Vert, Tchad, Iles Cook, Comores, Djibouti, République démocratique du Congo, République populaire démocratique de Corée, Guinée équatoriale, Fidji, Micronésie, Gabon, Guinée-Bissau, Grenade, Guinée, Guyane, Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Kiribati, Koweït, République démocratique populaire lao, Madagascar, Iles Marshall, Maldives, Mali, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nauru, Népal, Niue, Pakistan, Rwanda, Samoa, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Iles Salomon, Sri Lanka, Sainte-Lucie, Sao Tome et Principe, Suriname, Turkménistan, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinidad et Tobago, Palau, Tuvalu et Vanuatu.			Des consultants ont été embauchés; dans la plupart des cas l'enquête est en cours, à l'exception de l'Algérie où il y a eu un manque de communication avec l'Unité nationale de l'ozone (UNO), et du Myanmar où l'Accord n'a pas encore été signé.	Demander à ONU-Environnement de remettre les enquêtes sur les solutions de remplacement des SAO à la 80 ^e réunion conformément aux décisions 74/53(h) et 78/2(c).
Renouvellement des projets de renforcement des institutions				
Myanmar	Phase IV: 1/2014-12/2015 (MYA/SEV/71/INS/15)	0	Accord n'est pas signé.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi de la signature de l'Accord.
Nauru	Phase V: 8/2014-7/2016 (NAU/SEV/72/INS/09)	0	Accord n'est pas signé.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi de la signature de l'Accord.

Pays	Titre du projet/Code du projet	Taux de décaissement (%)	État/Questions	Recommandation
Tranches de plans de gestion de l'élimination des HCFC				
Albanie	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, troisième tranche) (ALB/PHA/75/TAS/31)	1	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Antigua et Barbuda	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (ANT/PHA/66/TAS/14)	59	L'Accord a expiré et le nouvel accord de financement à petite échelle (AFPE) fait l'objet de discussions. Les rapports périodique et financier n'ont pas encore été remis.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour suivre les progrès de la mise en œuvre de ce projet approuvé il y a plus de douze réunions.
Barbade	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (BAR/PHA/69/TAS/22)	0	Le projet a été retardé en raison de changements dans les procédures administratives gouvernementales. L'Accord a expiré et le nouveau AFPE fait l'objet de discussions.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés, en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de neuf réunions.
République centrafricaine	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (CAF/PHA/64/TAS/22)	60	ONU-Environnement a des discussions avec le ministère de l'Environnement pour relancer les activités depuis l'amélioration des conditions de sécurité dans le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour suivre la reprise des activités dans le pays.
Comores	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (COI/PHA/70/TAS/21)	0	Progrès lents et faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés, en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de huit réunions.
Côte d'Ivoire	Plan de gestion de l'élimination des HCFC phase I, première tranche) (IVC/PHA/66/TAS/37)	57	Progrès lents dans la mise en œuvre. Le nouvel accord a été signé pour achever les activités restantes.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour suivre les progrès de la mise en œuvre de ce projet approuvé il y a plus de douze réunions.
Cote d'Ivoire	Plan de gestion de l'élimination de HCFC (phase I, deuxième tranche) (IVC/PHA/75/TAS/41)	0	Le premier versement a été effectué en juillet 2016. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
République démocratique du Congo	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (DRC/PHA/70/TAS/38)	0	Le premier versement a été effectué en février 2014. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés, en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de huit réunions.
République dominicaine	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (secteur de l'entretien dans la réfrigération) (DOM/PHA/69/TAS/52)	0	La fourniture d'identificateurs est en cours; toutefois aucun décaissement n'a été effectué.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.

Pays	Titre du projet/Code du projet	Taux de décaissement (%)	État/Questions	Recommandation
El Salvador	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (ELS/PHA/65/TAS/28)	28	L'AFPE combinant les première et deuxième tranches n'a pas encore été signé et attend l'approbation du ministère des Affaires extérieures.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi de la signature de l'Accord et du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
El Salvador	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (ELS/PHA/74/TAS/32)	0		
Guinée équatoriale	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (EQG/PHA/74/TAS/08)	0	Le premier versement a été effectué en septembre 2016. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Fidji	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (FIJ/PHA/73/TAS/28)	0	Le gouvernement a préfinancé un certain d'activités depuis le premier versement effectué en septembre 2016. Les décaissements seront reflétés seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Gambie	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (GAM/PHA/71/TAS/28)	0	Le premier versement a été effectué en avril 2016. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de sept réunions.
Guatemala	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (GUA/PHA/64/TAS/42)	0	Le gouvernement a demandé à ONU-Environnement de mettre en œuvre le projet directement afin de réduire les coûts de la transaction. Accord signé en juin 2016.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de quatorze réunions.
Guatemala	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, troisième tranche) (GUA/PHA/75/TAS/50)	0	Le premier décaissement n'a pas encore été effectué.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Guinée	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (GUI/PHA/72/TAS/29)	0	Le pays a utilisé le financement du renforcement des institutions pour mettre en œuvre des activités de formation. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de six réunions.
Guyane	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (GUY/PHA/74/TAS/24)	0	Il y a eu des retards dans l'embauche des consultants pour la formation des techniciens.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.

Pays	Titre du projet/Code du projet	Taux de décaissement (%)	État/Questions	Recommandation
Haïti	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (HAI/PHA/68/TAS/18)	43	Le nouvel Accord n'a pas encore été signé.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi de la signature du nouvel Accord et des progrès de la mise en œuvre de ce projet approuvé il y a plus de dix réunions.
Honduras	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (HON/PHA/70/TAS/38)	0	Retard important dans la signature de l'Accord qui a eu lieu en décembre 2016 seulement.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de huit réunions.
Inde	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (secteur de l'entretien dans la réfrigération et activités de facilitation) (IND/PHA/71/TAS/450)	0	Le faible taux de décaissement est dû à des changements au sein de l'UNO, à la nécessité de se concentrer sur le volet investissement et à l'absence de confirmation des détails bancaires.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés et en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de sept réunions.
Inde	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, troisième tranche) (secteur de l'entretien dans la réfrigération et activités de facilitation) (IND/PHA/75/TAS/466)	0		Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Iraq	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (secteur de l'entretien dans la réfrigération) (IRQ/PHA/65/TAS/17)	8	Un retard a été causé par les procédures de décaissement des fonds et les conditions de sécurité à l'intérieur du pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de treize réunions.
Iraq	Plan de gestion de l'élimination des HCFC phase I, deuxième tranche) (secteur de l'entretien dans la réfrigération) (IRQ/PHA/74/TAS/22)	0	Les conditions de sécurité à l'intérieur du pays. L'Accord n'a pas encore été signé. Étant donné le faible taux de décaissement des fonds approuvés pour la première tranche, le financement de la seconde tranche n'a pas été utilisé.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi de la signature de l'accord et en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Koweït	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (secteur de l'entretien dans la réfrigération, surveillance et vérification)(KUW/PHA/66/TAS/19)	6	Progrès lents avec un faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi des progrès de la mise en œuvre et du faible taux de décaissement, en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de douze réunions.
Koweït	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (secteur de l'entretien dans la réfrigération, surveillance et vérification)(KUW/PHA/74/TAS/23)	0	En raison du retard dans la remise du rapport financier de la première tranche, l'Accord relatif à la deuxième tranche n'a pas été signé.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi du faible taux de décaissement des fonds approuvés et de la signature de l'accord.

Pays	Titre du projet/Code du projet	Taux de décaissement (%)	État/Questions	Recommandation
République populaire démocratique lao	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (LAO/PHA/74/TAS/27)	0	Le premier versement a été effectué en mai 2016. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Malawi	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (MLW/PHA/70/TAS/34)	0	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de huit réunions.
Maldives	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, troisième tranche) (MDV/PHA/75/TAS/29)	0	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Mali	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (MLI/PHA/71/TAS/33)	0	Progrès lents et faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de sept réunions.
Iles Marshall	Plan de gestion de l'élimination des HCFC pour les pays insulaires du Pacifique (PIP) à travers une approche régionale (phase I, deuxième tranche, Iles Marshall) (MAS/PHA/74/TAS/11)	0	Progrès lents avec un faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi des progrès de la mise en œuvre et du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Mozambique	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (MOZ/PHA/73/TAS/25)	17	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de cinq réunions.
Myanmar	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (MYA/PHA/68/TAS/14)	1	La signature de l'Accord a été retardée en raison de procédures gouvernementales internes.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de dix réunions.
Nauru	Plan de gestion de l'élimination des HCFC pour les PIP à travers une approche régionale (phase I, deuxième tranche, Nauru) (NAU/PHA/74/TAS/10)	0	L'Accord n'a pas encore été signé parce qu'il n'y a plus d'Administrateur national de l'ozone depuis mai 2014.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion sur la nomination de l'Administrateur national de l'ozone et la signature de l'Accord.
Nicaragua	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (NIC/PHA/74/TAS/31)	0	Le premier versement a été effectué en avril 2016. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.

Pays	Titre du projet/Code du projet	Taux de décaissement (%)	État/Questions	Recommandation
Oman	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (OMA/PHA/74/TAS/29)	0	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Pakistan	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, troisième tranche) (PAK/PHA/73/TAS/90)	0	Retard causé, <i>entre autres</i> , par l'absence de l'Administrateur national de l'ozone en 2015, les conditions de sécurité dans le pays et des changements au sein du gouvernement.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés pour ce projet, approuvé il y a plus de cinq réunions.
Palau	Plan de gestion de l'élimination des HCFC pour les PIP à travers une approche régionale (phase I, deuxième tranche, Palau) (TTR/PHA/74/TAS/10)	0	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Paraguay	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (PAR/PHA/74/TAS/33)	0	Le premier versement a été effectué en avril 2016. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Philippines	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (PHI/PHA/68/TAS/95)	28	L'Accord est expiré depuis décembre 2015 et aucun autre versement n'a été effectué en 2016.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi de la signature du nouvel Accord.
Qatar	Plan de gestion de l'élimination des HCFC phase I, première tranche) (secteur de l'entretien dans la réfrigération) (QAT/PHA/65/TAS/17)	0	L'Accord n'a pas encore été signé. Plusieurs changements sont survenus au sein de l'UNO et l'Administrateur national de l'ozone vient seulement d'être réintégré récemment.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion pour faire le suivi de la signature de l'Accord et du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de treize réunions.
Samoa	Plan de gestion de l'élimination des HCFC pour les PIP à travers une approche régionale (phase I, deuxième tranche, Samoa) (SAM/PHA/74/TAS/18)	0	Faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.
Timor-Leste	Plan de gestion de l'élimination des HCFC phase I, deuxième tranche) (TLS/PHA/69/TAS/09)	11	Progrès lents et faible taux de décaissement des fonds approuvés.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés, en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de neuf réunions.
Tunisie	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, première tranche) (secteur de l'entretien dans la réfrigération)(TUN/PHA/72/TAS/56)	0	En attente du rapport de dépenses pour connaître le montant réel du décaissement.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés.

Pays	Titre du projet/Code du projet	Taux de décaissement (%)	État/Questions	Recommandation
Zambie	Plan de gestion de l'élimination des HCFC (phase I, deuxième tranche) (ZAM/PHA/71/TAS/28)	0	Premier versement effectué en avril 2016. Le décaissement sera reflété seulement après réception et enregistrement du rapport de dépenses remis par le pays.	Demander un rapport de situation à la 80 ^e réunion en raison du faible taux de décaissement des fonds approuvés en prenant note que ce projet a été approuvé il y a plus de sept réunions.

Annexe II

**ANALYSE DU RAPPORT PÉRIODIQUE D'ONU-ENVIRONNEMENT
AU 31 DECEMBRE 2016**

1. A cette date, le Comité exécutif avait approuvé 307,79 millions \$US, comprenant 283,62 millions \$US pour des projets d'investissement et des projets ne portant pas sur des investissements et 24,18 millions \$US en frais d'agence et coûts d'appui administratifs, tel qu'indiqué au tableau 1. En 2016, 97 nouveaux projets et activités ont été approuvés. Ce niveau de financement devrait entraîner l'élimination de 2 051 tonnes PAO de consommation de SAO.

Tableau 1: Financement approuvé, par secteur, pour ONU-Environnement au 31 décembre 2016

Secteur	Financement (\$US)
Aérosols	882 689
Destruction	232 200
Halons	767 640
Fumigènes	2 614 366
Plans d'élimination	48 417 525
Réfrigération	13 926 555
Plusieurs	216 575 428
Solvants	198 860
Sous-total	283 615 263
Coûts administratifs	24 176 516
Total	307 791 778

2. Un résumé de l'état des projets mis en oeuvre, par catégorie, est présenté au tableau 2.

Tableau 2: État de la mise en oeuvre, par catégorie

Type	Nombre de projets*			Financement (\$US)			
	Approuvés	Achevés	% achevés	Approuvé	Montant décaissé	Solde	% décaissé
Programme de pays	94	94	100	2 946 574	2 946 574	0	100
Démonstration	4	1	25	655 000	179 578	475 422	27
Renforcement des institutions	749	598	80	57 097 652	44 452 891	12 644 761	78
Investissement	1	0	0	135 000	0	135 000	0
Préparation de projet	192	181	94	8 536 318	7 954 043	582 274	93
Assistance technique	839	564	67	199 952 161	162 452 202	37 499 959	81
Formation	196	196	100	14 292 557	14 292 557	0	100
Total	2 075	1 634	79	283 615 263	232 277 846	51 337 417	82

*Exclut les projets fermés et transférés.

3. Le tableau 3 présente un résumé de l'état de la mise en oeuvre des projets, par année⁴. Tous les projets et activités approuvés entre 1991 et la fin de 2006 sont maintenant achevés.

Tableau 3 : État de la mise en oeuvre des projets, par année d'approbation

Année	Nombre de projets*			Financement (\$US)			
	Approuvés	Achevés	% achevés	Approuvé	Décaissé	Solde	% décaissé
1991	11	11	100	1 372 335	1 372 335	0	100
1992	15	15	100	1 711 000	1 711 000	0	100
1993	49	49	100	4 194 343	4 194 343	0	100
1994	58	58	100	4 231 169	4 231 169	0	100
1995	50	50	100	4 047 683	4 047 683	0	100
1996	47	47	100	3 366 039	3 366 039	0	100
1997	87	87	100	7 962 291	7 962 291	0	100
1998	64	64	100	4 669 124	4 669 124	0	100
1999	87	87	100	6 368 983	6 368 983	0	100
2000	85	85	100	6 300 398	6 300 398	0	100
2001	59	59	100	7 411 159	7 411 159	0	100
2002	72	72	100	9 469 401	9 469 401	0	100
2003	78	78	100	11 165 394	11 165 394	0	100
2004	99	99	100	12 362 652	12 362 652	0	100
2005	72	72	100	12 339 483	12 339 483	0	100
2006	108	108	100	12 732 371	12 731 484	887	100
2007	79	78	99	14 735 695	14 401 931	333 764	98
2008	132	130	98	17 886 786	17 803 077	83 708	100
2009	116	110	95	17 701 620	16 877 894	823 726	95
2010	79	76	96	14 386 993	13 921 700	465 293	97
2011	100	83	83	17 426 036	16 101 820	1 324 215	92
2012	81	50	62	17 535 515	13 909 304	3 626 211	79
2013	92	43	47	14 367 298	11 467 087	2 900, 211	80
2014	76	19	25	14 835 035	9 090 982	5 744 054	61
2015	182	4	2	24 029 179	8 853 381	15 175 798	37
2016	97	0	0	21 007 282	147 732	20 859 550	1
Total	2 075	1 634	79	283 615 263	232 277 846	51 337 417	82

*Exclut les projets fermés et transférés.

4. Le tableau 4 présente la mise en oeuvre des projets, par pays, pour l'année 2016.

Table 4. Sommaire de la mise en oeuvre de projets par ONU-Environnement pour l'année 2016

Pays	Estimation des fonds décaissés en 2016 (\$US)	Fonds décaissés en 2016 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation pour 2016	Pourcentage des projets dont l'achèvement est prévu en 2016
Afghanistan	170 179	54 743	32	0
Albanie	39 698	47 653	120	0

⁴ Les données sont présentées selon l'année d'approbation du projet par le Comité exécutif. Toutes les approbations (projets d'investissement, projets ne portant pas sur des investissements) sont traitées de manière égale (c.à.d., qu'un projet d'investissement ou une tranche de financement d'un APA d'un million de \$US est considéré comme un projet, tout comme la préparation d'un programme de pays, au montant de 30 000 \$US). Les indicateurs-clés du sommaire annuel sont : le pourcentage de projets achevés, les SAO éliminées et le pourcentage des fonds décaissés. Il y a trois types de décaissements: pendant la mise en oeuvre, après la mise en oeuvre et pour des projets financés rétroactivement.

Pays	Estimation des fonds décaissés en 2016 (\$US)	Fonds décaissés en 2016 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation pour 2016	Pourcentage des projets dont l'achèvement est prévu en 2016
Algérie	137 213	124 836	91	
Angola	80 655	69 555	86	50
Antigua et Barbuda	63 615	19 812	31	0
Arménie	27 551	37 049	134	67
Bahamas	47 478	0	0	0
Bahreïn	121 194	20 000	17	33
Bangladesh	36 000	2 456	7	0
Barbade	145 495	99 487	68	0
Belize	25 806	62 798	243	50
Bénin	81 000	47 611	59	0
Bhoutan	78 785	107 826	137	75
Bolivie (État plurinational de)	14 000	0	0	
Botswana	76 495	112 751	147	0
Brunei Darussalam	84 902	89 528	105	33
Burkina Faso	69 560	70 943	102	0
Burundi	88 500	0	0	0
Cambodge	75 054	178 060	237	67
Cameroun	65 545	39 883	61	
Cap-Vert	52 777	222	0	0
République centrafricaine	36 000	0	0	
Tchad	76 800	100 126	130	50
Chili	47 717	32 482	68	60
Chine	1 089 978	862 959	79	67
Colombie	24 753	661	3	
Comores	61 900	13 929	23	0
Congo	66 500	50 215	76	0
Iles Cook	52 517	54 868	104	0
Côte d'Ivoire	161 584	453	0	0
Croatie	18 726	62 421	333	100
République populaire démocratique de Corée	83 799	2,015	2	50
République démocratique du Congo	73 625	32 121	44	0
Djibouti	45 799	12 057	26	0
Dominique	48 667	0	0	
République dominicaine	41 563	70 521	170	0
Equateur	39 764	105 704	266	0
Egypte	14 500	0	0	0
El Salvador	41 328	11 910	29	0
Guinée équatoriale	97 740	131	0	0
Erythrée	37 000	2 550	7	50
Ethiopie	48 000	45 050	94	0
Fidji	47 331	51 104	108	0
Gabon	111 799	170 096	152	0
Gambie	47 760	42 322	89	0
Ghana	16 500	50 500	306	0
Grenade	64 179	36 001	56	0
Guatemala	38 930	0	0	0
Guinée	74 253	0	0	0
Guinée-Bissau	28 046	703	3	0
Guyane	57 750	87 697	152	0

Pays	Estimation des fonds décaissés en 2016 (\$US)	Fonds décaissés en 2016 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation pour 2016	Pourcentage des projets dont l'achèvement est prévu en 2016
Haïti	64 987	37 517	58	0
Honduras	61 447	22175	36	0
Inde	135 549	21 829	16	100
Iran (République islamique d')	30 085	0	0	
Iraq	483 572	164 963	34	17
Jamaïque	60 221	28 133	47	0
Kenya	100 801	46 635	46	0
Kiribati	26 419	39 748	150	0
Koweït	248 598	62 218	25	20
Kirghizistan	86 196	159 548	185	0
République populaire démocratique lao	74 502	50 774	68	33
Lesotho	30 000	19 976	67	33
Liberia	50 572	5 089	10	50
Madagascar	56 910	134 171	236	33
Malawi	62 532	75 178	120	0
Maldives	73 327	138 089	188	50
Mali	85 192	132 457	155	0
Iles Marshall	43 707	22 806	52	33
Mauritanie	28 887	0	0	0
Maurice	25 650	27 004	105	0
Micronésie (États fédérés de)	38 535	5 590	15	0
République de Moldavie	25 591	35 936	140	50
Mongolie	43 732	97 628	223	67
Maroc	91 254	0	0	
Mozambique	44 839	19 103	43	0
Myanmar	97 112	49 279	51	0
Namibie	55 200	56 843	103	0
Nauru	45 371	5 444	12	0
Népal	49 740	21 275	43	0
Nicaragua	57 718	139 226	241	100
Niger	33 638	39 586	118	
Nigeria	19 500	45 450	233	0
Niue	49 107	63 317	129	67
Oman	46 416	14 719	32	33
Pakistan	91 199	160 664	176	33
Palau	45 510	5 000	11	0
Panama	7 274	7 292	100	50
Paraguay	85 496	45 444	53	0
Pérou	70 578	20 216	29	50
Philippines	477 949	399 935	84	50
Qatar	39 000	2 371	6	0
Rwanda	56 500	31 221	55	33
Saint-Kitts et Nevis	43 560	0	0	0
Sainte-Lucie	41 650	33 330	80	50
Saint-Vincent et les Grenadines	60 000	29 903	50	
Samoa	56 436	29 060	51	0
Sao Tome et Principe	49330	54 576	111	50
Arabie saoudite	210 531	30 315	14	0
Sénégal	104 384	0	0	0
Serbie	9 365	1 382	15	0

Pays	Estimation des fonds décaissés en 2016 (\$US)	Fonds décaissés en 2016 (\$US)	Pourcentage des fonds décaissés par rapport à l'estimation pour 2016	Pourcentage des projets dont l'achèvement est prévu en 2016
Seychelles	51 000	18 586	36	33
Sierra Leone	72 249	20 482	28	25
Iles Salomon	55 920	59 435	106	67
Somalie	12 150	0	0	0
Soudan du Sud	14 490	8 790	61	0
Sri Lanka	30 104	28 447	94	50
Soudan	111 714	45 705	41	0
Suriname	59 650	66 286	111	0
Swaziland	55 321	55	0	25
Timor-Leste	49 201	24 650	50	0
Togo	35 532	53 648	151	0
Tonga	49 982	23 675	47	0
Trinidad et Tobago	40 500	46 083	114	0
Tunisie	3 000	0	0	
Turquie	11 714	673	6	
Turkménistan	21 000	32	0	0
Tuvalu	35 943	32 752	91	0
République Unie de Tanzanie	36 000	0	0	0
Ouganda	31 487	6 568	21	33
Vanuatu	44 317	50 746	115	33
Vietnam	44 386	102 069	230	
Yémen	227 426	44 284	19	0
Zambie	43 648	0	0	0
Zimbabwe	77 416	56 322	73	50
Mondial	3 541 254	7 418 394	209	0
Région: ASP	66 506	26 444	40	100
Région: EUR	7 433	6 282	85	0
Grand total	13 081 322	13 856 632	106	22

Version 2 – 31 May 2017

**UNEP
ANNUAL PROGRESS AND FINANCIAL REPORT
1 JANUARY – 31 DECEMBER 2016**

PRESENTED TO THE
79TH MEETING OF THE EXECUTIVE COMMITTEE
OF THE MULTILATERAL FUND FOR THE IMPLEMENTATION
OF THE MONTREAL PROTOCOL

DATE July 2017



United Nations Environment Programme

CONTENTS

I.	PROJECT APPROVALS AND DISBURSEMENTS.....	4
A.	Annual Summary Data.....	4
B.	Interest.....	4
C.	Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA).....	4
D.	Multi-year Agreements.....	4
E.	Sector Phase-Out by Country.....	5
II.	PROJECT COMPLETIONS SINCE LAST REPORT.....	5
A.	ODP Phased Out Since Last Report.....	5
B.	Non-Investment Project Completions Since Last Report.....	5
(a)	Global Projects.....	6
(b)	Regional Projects.....	6
IV.	Performance Indicators.....	6
(a)	Agency Business Plan Performance Goals.....	6
(b)	Cumulative Completed Investment Projects.....	7
(c)	Cumulated Completed Non-Investment Projects.....	7
(d)	Cumulative Ongoing Investment Projects.....	8
(e)	Cumulative Ongoing Non-Investment Projects.....	8
V.	STATUS OF AGREEMENTS AND PROJECT PREPARATION (WHERE APPLICABLE), BY COUNTRY.....	8
(a)	Agreements to be signed/executed/finalized and when they will be ready for disbursing.....	8
(b)	Project Preparation by country, approved amount, and amount disbursed.....	8
VI.	ADMINISTRATIVE ISSUES (OPERATIONAL, POLICY, FINANCIAL, AND OTHER ISSUES).....	9
(a)	Meetings Attended.....	9
(b)	Implementing Agency and Other Co-operation.....	9
(c)	Other Issues.....	9
Annex I:	Country Developments.....	9
A.	Highlights of projects and activities (other than IS).....	10
B.	Institutional strengthening.....	10
C.	Activities that were provided by UNEP from its administrative costs.....	11
D.	Activities conducted by UNEP to assist other agencies.....	11

INTRODUCTION

UN Environment (UNEP) is submitting this Annual Financial and Progress Report (APR) covering the period 1 January to 31 December 2016 for the consideration of the 79th meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund.

UNEP followed the Multilateral Fund's *Revised Operational Guidelines for Progress and Financial Reporting*,¹ as well as guidance received during the first Inter-Agency Coordination Meeting of 2017 (19-24 February) when developing this APR.

This APR details project implementation assistance UNEP provided to developing countries operating under Article 5 of the Montreal Protocol ("Article 5 countries") in accordance with UNEP's 2015-2017 Business Plan, which was endorsed by the 73rd meeting of the Executive Committee.²

The focus and orientation of UNEP's work in 2016 continued to be defined by the evolving needs of Article 5 countries as they progress in their implementation of the Montreal Protocol, and as they meet and sustain compliance with specific obligations. UNEP met its Business Plan objectives by following three parallel tracks of assistance for Article 5 countries:

- Track 1: Support Article 5 countries to implement responsibilities related to HCFC phase out, expeditiously meet the 2015 HCFC control measures and prepare for 2020 and beyond.
- Track 2: Foster strong partnerships in Article 5 countries to ensure sustainable compliance of phase-out targets already met.
- Track 3: Awareness, knowledge-sharing and capacity building services that promote substitutes, and alternatives to ODS that maximize safety and minimize the impact on the environment in support of Decision XIX/6.

UNEP delivered its Business Plan through project-related services at the global, regional and national levels, including new and ongoing projects related to HPMP preparation and implementation, Institutional Strengthening, and various other training and technical assistance projects.

UNEP offered assistance to a majority of Article 5 countries to achieve sustained compliance. UNEP prioritize and delivered assistance on the basis of countries' differentiated needs and priorities. In conformity with its mandate, UNEP dedicated most of its resources to addressing specific problems of low volume consuming countries (LVCs) and very low volume consuming countries (VLVCs). UNEP complemented, supported and backstopped the work of the other Implementing and bilateral Agencies in areas of its comparative advantage and expertise whenever opportune and agreed upon with the agencies concerned.

In 2016, UNEP in cooperation with the other Implementing and Bilateral Agencies provided significant advisory and project implementation support to Article 5 countries that resulted in an overall high note of compliance with the Montreal Protocol and its Amendments by those countries.

UNEP has previously presented to the 77th meeting of the Executive Committee a partial CAP Progress Report for the period October 2015- July 2016 as part of its 2017 Compliance Assistance Programme (CAP) budget request.³ UNEP will present the details of the balance support provided by CAP in 2016 (i.e. August-December) to the 80th Meeting of the Executive Committee as part of UNEP's 2018 CAP Work Programme and Budget request.

¹ MLF/IACM.2014/1/11. Third Revision, 24 February 2014.

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/21.

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/77/32.

I. PROJECT APPROVALS AND DISBURSEMENTS

A. Annual Summary Data

From June 1991 until the end of December 2016, the Executive Committee approved 2088 projects for implementation by UNEP. The total funding approved for UNEP was US\$ 307,791,779 including programme support costs (PSC), which represents about 9% of the total funding allocation to date approved by the Multilateral Fund for all Implementing Agencies and bilateral agencies. Of these projects, 750 were time-sensitive Institutional Strengthening (IS) projects and 1338 were objective-sensitive projects.

During 2016, the Executive Committee approved 97 new projects for UNEP to implement, including the 2016 CAP budget. The total value of those approvals was US\$ 21,007,282 plus PSC of US\$ 1,597,814.

Type	Code	Number approved 1991-2015	Number approved 2016	Total
Country Programmes	CPG	95	0	95
Demonstration	DEM	2	2	4
Institutional Strengthening	INS	709	41	750
Investment project	INV	1	0	1
Project preparation	PRP	196	0	196
Technical assistance	TAS	792	54	846
Training	TRA	196	0	196
Total		1991	97	2088

Annex 1: Annual Summary provides details.

B. Interest

The interest accrued from 1991-2016 was US\$ 10,150,370 as follows:

Year	Interest (US\$)
1991-2015	9,906,150
2016	261,449.16
Total	10,167,599.16

C. Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

The 97 projects that the Executive Committee approved in 2016 for UNEP implementation at the level of US\$ 21,007,282 plus PSC of US\$1,597,814. Of those, 41 were time-sensitive IS projects and 56 were objective-sensitive activities comprising:

Type	Code	Number
Institutional Strengthening	INS	41
Investment project	INV	0
Project preparation	PRP	0
Technical assistance	TAS	56
Total		97

See Annex 1: Summary Data by Projects Type.

D. Multi-year Agreements

From June 1991 until the end of December 2016, the Executive Committee has approved a cumulative 572 MYAs (PHA) for implementation by UNEP. The total funding approved for UNEP for MYAs during this period was US\$ 48,417,525 plus adjustments excluding programme support costs (PSC). UNEP has received a total of US\$ 283,615,263 out of which US\$ 232,277,846 has been disbursed (i.e. 81.89%).

E. Sector Phase-Out by Country

N/A

II. PROJECT COMPLETIONS SINCE LAST REPORT

A. ODP Phased Out Since Last Report

UNEP only implements non-investment projects (i.e. capacity building and technical assistance). Due to the nature of these projects, the directly associated ODP phase out is either zero or small according to the approved projects. The cumulative ODP phase-out achieved as a result of all completed UNEP projects to date is 1,550.9 ODP tonnes.

Type	Amount phased out 1991-2015 (ODP tonnes)	Amount phased out 2016 (ODP tonnes)	Total
INS	145.0	0.0	145.0
TAS	658.1	0.0	658.1
TRA	747.8	0.0	747.8
	1,550.9	0.0	1,550.9

B. Non-Investment Project Completions Since Last Report

During 2016, UNEP completed 55 projects as follows for a total value of US\$ 5,450,434 excluding PSC:

Type	Code	Number
Institutional Strengthening	INS	18
Technical assistance	TAS	33
Training	TRA	0
Country Programmes	CPG	0
Project preparation	PRP	3
Demonstration	DEM	1
Total		55

The completion of projects by region was as follows:

Region	Number
Africa	17
Asia and the Pacific	23
Europe and Central Asia	2
Latin America and the Caribbean	9
West Asia	4
Total	55

See Annex II, Completed Non-Investment Projects for details.

III. GLOBAL AND REGIONAL PROJECT HIGHLIGHTS

(a) Global Projects

During this APR reporting period, UNEP implemented 2 global projects:

Compliance Assistance Programme: 2015 (GLO/SEV/73/TAS/323)

Compliance Assistance Programme: 2016 (GLO/SEV/75/TAS/329)

(b) Regional Projects

During this APR reporting period, UNEP implemented 12 regional projects:

ASP/PHA/74/TAS/58	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche)
CKI/PHA/74/TAS/11	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Cook Islands)
FSM/PHA/74/TAS/10	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Federated States of Micronesia)
KIR/PHA/74/TAS/11	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Kiribati)
NIU/PHA/74/TAS/10	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Niue)
SAM/PHA/74/TAS/18	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Samoa)
SOI/PHA/74/TAS/11	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Solomon Islands)
TON/PHA/74/TAS/10	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Tonga)
TTR/PHA/74/TAS/10	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Palau)
TUV/PHA/74/TAS/11	HCFC phase-out management plan for PIC countries through regional approach (stage I, second tranche, Tuvalu)
GLO/REF/76/DEM/334	Demonstration project on refrigerant quality, containment and introduction of low-global warming potential alternatives (Eastern Africa and Caribbean regions)
ASP/REF/76/DEM/59	Promoting alternative refrigerants in air-conditioning for high ambient countries in West Asia (PRAHA-II)

IV. Performance Indicators

(a) Agency Business Plan Performance Goals

Through decision 73/30, the Executive Committee adopted the following performance indicators for UNEP for 2016:⁴

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/73/62, Annex VII.

Type of indicator	Short title	Calculation	2016 target	UNEP assessment of 2016 results achieved
Planning--Approval	Tranches approved	Number of tranches approved vs. those planned*	74	46
Planning--Approval	Projects/activities approved	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)**	59	51
Implementation	Funds disbursed	Based on estimated disbursement in progress report	US\$ 14,887,387	US\$ 13,722,793.58 (with PSC) US\$ 12,132,235.01 disbursements without PSC)
Implementation	ODS phase-out	ODS phase-out for the tranche when the next tranche is approved vs. those planned per business plans	69,860DP	0 ODP
Implementation	Project completion for activities	Project completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)	119	116
Administrative	Speed of financial completion	The extent to which projects are financially completed 12 months after project completion	14	14
Administrative	Timely submission of project completion reports	Timely submission of project completion reports vs. those agreed	Yes	Yes
Administrative	Timely submission of progress reports	Timely submission of progress reports and business plans and responses unless otherwise agreed	Yes	Yes

* The target of an agency would be reduced if it could not submit a tranche owing to another cooperating or lead agency, if agreed by that agency.

** Project preparation should not be assessed if the Executive Committee has not taken a decision on its funding.

(b) Cumulative Completed Investment Projects

Not applicable to UNEP.

(c) Cumulated Completed Non-Investment Projects

UNEP has completed a total of 55 non-investment projects excluding project preparation assistance. Of the total amount of US\$ 5,164,834 approved 69.5% has been disbursed. It took an average 6

months from first approval and 36 months from approval to completion. The breakdown and details are provided in the Annexes.

(d) Cumulative Ongoing Investment Projects

Not applicable to UNEP.

(e) Cumulative Ongoing Non-Investment Projects

UNEP has 430 ongoing non-investment projects excluding project preparation assistance. Of the total amount of US\$ 69,671,689, approved 32.3 % has been disbursed. It took an average of 6 months from approval for the first disbursement. The average number of months from approval to planned completion is 32 months. The breakdown and details are provided in the Annexes.

V. STATUS OF AGREEMENTS AND PROJECT PREPARATION (WHERE APPLICABLE), BY COUNTRY

(a) Agreements to be signed/executed/finalized and when they will be ready for disbursing

In 2016, UNEP assisted the following 41 countries with the preparation and submission of their IS renewal requests, and then with the establishment of agreements for the project implementation:

Angola	Cape Verde	Seychelles	Tonga
Burkina Faso	Chad	Sierra Leone	Palau
Djibouti	Cameroon	Sudan	Niue
Equatorial Guinea	Comoros	Afghanistan	Guyana
Guinea	Gabon	Bhutan	Barbados
Kenya	Liberia	Cambodia	Grenada
Mali	Niger	Mongolia	Haiti
Zimbabwe	Congo	Philippines	Honduras
Burundi	Rwanda	Samoa	Jamaica
Benin	Senegal	Solomon Islands	Nicaragua

These renewals represents 38% of all of the IS projects in UNEP's project portfolio:

Region	Total number of countries assisted by UNEP for IS	Number of IS renewals approved in 2016
Africa	47	17
Asia Pacific	26	12
West Asia	5	3
Europe & Central Asia	5	3
Latin America & Caribbean	23	6
Total	106	41

(b) Project Preparation by country, approved amount, and amount disbursed

UNEP has 4 completed project preparation activities totaling US\$ 315,600, of which 24.6% has been disbursed. It took an average 6 months from first approval and 36 months from approval to completion. As of 31 December 2016, UNEP also has 11 ongoing project preparation activities totaling US\$ 372,000, of which 15.4 % has been disbursed.

VI. ADMINISTRATIVE ISSUES (OPERATIONAL, POLICY, FINANCIAL, AND OTHER ISSUES)

(a) Meetings Attended

UNEP participated in the following global Montreal Protocol meetings in 2016:

Meeting	Date and venue
1 st Inter-Agency Coordination meeting	29 February – 4 March, Montreal
76th Executive Committee meeting	9-13 May 2016, Montreal
37th Open-Ended Working Group meeting	4-8 April, Geneva
Resumed 37th Open-Ended Working Group meeting	15-16 July, Vienna
38th Open-Ended Working Group meeting	18-21 July, Vienna
3rd Extraordinary Meeting of the Parties to the Montreal Protocol	22-23 July, Vienna
56th Implementation Committee meeting	24 July, Vienna
2 nd Inter-Agency Coordination meeting	31 August – 1 September, Montreal
Resumed 38th Open-Ended Working Group meeting	8 October, Kigali
57th Implementation Committee meeting	9 October, Kigali
28th Meeting of the Parties to the Montreal Protocol	10-14 October, Kigali
77th Executive Committee meeting	28 November – 2 December, Montreal

UNEP will provide an update of the regional/national meetings in which it participated in 2016, as well as meetings organized by CAP itself, in the 2018 CAP Work Programme and Budget which is being submitted to the 80th meeting of the Executive Committee.

(b) Implementing Agency and Other Co-operation

UNEP's work under the Multilateral Fund is performed in close cooperation and coordination with the Multilateral Fund Secretariat, Ozone Secretariat, the other Implementing Agencies (UNDP, UNIDO, World Bank), bilateral agencies, and other partners at the international, regional and national levels.

Regional Network meetings. UNEP invited the Multilateral Fund Secretariat, Ozone Secretariat, and other Implementing Agencies to all of the main meetings of the Regional Networks of Ozone Officers. This action facilitated the work of the Secretariats and agencies by providing a convenient platform for conveying their key messages to Article 5 countries in a given region, easy access to Ozone Officers and partners for bilateral discussions on compliance issues, and opportunities to discuss and advance their agency's project preparation and implementation activities.

HPMP implementation. UNEP implements many of its projects on the ground in countries jointly with other Implementing Agencies, where each agency co-implements complementary parts of a single project. For example, in 2016 UNEP was the Lead Agency for the HPMP implementation for 72 Article 5 countries, and the Cooperating Agency for the HPMPs of 30 countries. UNEP cooperated with UNIDO 52 countries, UNDP 27 countries, Germany 1 country and Japan 1 country for HPMP implementation.

(c) Other Issues

No issues.

Annex I: Country Developments

A. Highlights of projects and activities (other than IS)

B. Institutional strengthening

UNEP assisted the following 106 countries with the implementation of their IS projects in 2016:

Afghanistan	Fiji	Niger
Albania	Gabon	Niue
Algeria	Gambia	Palau
Angola	Grenada	Panama
Antigua and Barbuda	Guatemala	Paraguay
Bahamas	Guinea	Peru
Bahrain	Guinea-Bissau	Philippines
Barbados	Guyana	Republic of Moldova
Belize	Haiti	Rwanda
Benin	Honduras	Saint Kitts and Nevis
Bhutan	Iraq	Saint Lucia
Bolivia	Jamaica	Saint Vincent and the Grenadines
Botswana	Kenya	Samoa
Brunei Darussalam	Kiribati	Sao Tome and Principe
Burkina Faso	Kuwait	Saudi Arabia
Burundi	Kyrgyzstan	Senegal
Cambodia	Lao People's Democratic Republic	Seychelles
Cameroon	Lesotho	Sierra Leone
Cape Verde	Liberia	Solomon Islands
Central African Republic	Madagascar	Somalia
Chad	Malawi	South Sudan
Comoros	Maldives	Sudan
Congo	Mali	Suriname
Cook Islands	Marshall Islands	Swaziland
Cote d'Ivoire	Mauritania	Tanzania
Croatia	Mauritius	Timor Leste
DPR Korea	Micronesia FS	Togo
DR Congo	Mongolia	Tonga
Djibouti	Morocco	Tuvalu
Dominica	Mozambique	Uganda
Dominican Republic	Myanmar	Vanuatu
Ecuador	Namibia	Vietnam
El Salvador. Equatorial Guinea	Nauru	Yemen
Eritrea	Nepal	Zambia
Ethiopia	Nicaragua	Zimbabwe

There has been turnover of Ozone Officers in some countries and some political instability in other countries which impacted the progress of implementation.

C. Activities that were provided by UNEP from its administrative costs

As per the approved 2016 CAP Work Programme and Budget, UNEP funded two posts from programme support costs in 2016 to provide administrative and financial support for the programme:

- Monitoring & Administration Officer, P3 (budget line 1104)
- Assistant Monitoring & Administration, G6 (budget line 1304).

D. Activities conducted by UNEP to assist other agencies

Implementing joint activities with partner implementing agencies proved to be cost effective and strategic in meeting country and regional needs. Several examples are highlighted below:

- HPMP Lead Agency. In its role as Lead Agency for HPMPs, UNEP coordinated with and supported the activities of the Cooperating Agencies for project preparation, reporting and liaison with the National Ozone Unit and Multilateral Fund Secretariat.
- Joint missions to Article 5 countries. UNEP undertook a number of joint field missions with sister agencies UNDP and UNIDO for HPMPs implementation activities and addressing specific compliance issues. Such missions resulted in enhanced and coordinated delivery of services at the national level.
- Non-investment support in Article 5 countries where UNEP is not the Lead Agency: Upon request of the NOU or Implementing Agency, UNEP provided substantive non-investment services in several countries even though it does not have a project or Lead Agency role in that country.